

LE POINT
DE VUEde Christian de Boissieu
et Jacques MarceauServices financiers :
protégeons nos actifs
stratégiques

En stimulant l'innovation des services financiers et le développement de nouveaux usages, les fintechs auront de toute évidence largement contribué à l'accélération de la transformation numérique du secteur bancaire français, en particulier en l'amenant à se doter des technologies pour rester dans la course face à la concurrence des géants de l'Internet.

Selon la Banque de France, notre pays est ainsi devenu le n°1 de l'UE pour l'usage d'Internet pour les services bancaires avec près de 900 fintechs, qui, selon Business France, ont permis la création de près de 40.000 emplois. Un développement exemplaire à la faveur d'une politique audacieuse qui, loin de mettre en danger l'édifice financier européen comme certains le craignaient, a fait des fintechs françaises à la fois des partenaires stratégiques et un atout pour les banques traditionnelles en les encourageant à opérer leur transformation numérique et en leur offrant des solutions innovantes.

Cependant, un peu plus de cinq ans après le début de cet élan, plusieurs défis interpellent et mettent en question cette politique : la maturité d'un nombre croissant de fintechs, leur valorisation financière parfois totalement déconnectée de toute réalité, le profit que peut tirer la Big Tech d'un cadre réglementaire assoupli renforçant la menace qu'elles font peser sur la souveraineté européenne. D'ailleurs, on ne comprend pas très bien pourquoi les autorités financières ont autant de mal à appliquer le principe de base : « même

activité, même réglementation », garant d'une concurrence loyale entre les uns et les autres.

Alors que l'on aurait pu croire qu'elles se désengageaient du secteur des services financiers, la Big Tech (Gafam et BATX), revient aujourd'hui en force dans le domaine des paiements. Une offensive qu'elles ne sont pas seules à porter puisque les deux géants historiques américains, Visa et MasterCard, voient désormais leurs pouvoirs confortés par l'échec de l'European Payment Initiative (EPI), un réseau de paiements paneuropéen par cartes voulu par les banques et soutenu par les autorités monétaires européennes.

Les moyens de paiement dématérialisés font peser sur le commerce physique le risque d'un transfert de valeur vers la Big Tech.

A la fois source de précieuses données sur leurs utilisateurs et support privilégié de la relation client, les moyens de paiement dématérialisés font aujourd'hui peser sur le commerce physique le risque d'un transfert de valeur vers la Big Tech, à l'instar de ce qui s'est produit dans le domaine de l'e-commerce où une partie significative de la valeur des échanges se trouve captée par les grandes plateformes.

C'est bien pourquoi ces moyens de paiements sont désormais l'objet de toutes les attentions et au centre de toutes les batailles. En constante évolution, ils sont devenus un instrument de pression non seulement économique mais aussi politique, à la main de ceux qui les pilotent, qu'ils soient des Etats ou des entreprises privées.

Face aux multiples défis que nos banques européennes doivent affronter, comme ceux de la rentabilité ou de la conformité à de nouvelles obligations venues de l'UE dans un contexte économique aujourd'hui fortement dégradé, notre écosystème de fintechs est sans doute devenu l'un de leurs meilleurs atouts pour échapper à la tenaille sino-américaine.

Mais il peut également se révéler être une menace car nos fintechs, y compris nos licornes, restent des proies faciles pour des géants de la tech dont les moyens comme les ambitions semblent désormais illimités. Faut-il ici rappeler que nos pépites Qonto et Lydia comptent désormais le géant chinois Tencent parmi leurs actionnaires de référence ?

Protéger nos actifs stratégiques dans le secteur des services financiers et en particulier celui des paiements, n'est plus une option mais un impératif si l'on veut éviter la vassalisation de l'Europe par les grandes puissances technologiques.

Christian de Boissieu
et **Jacques Marceau** sont membres
de la Fondation Concorde.